



Vers une mondialisation éthique

Ajouter de l'éthique à l'idéologie

Mars 2006

Ajouter de l'éthique à l'idéologie



Les groupes de travail de « L'Elan »

- Culture
- Défense
- Economie, social et environnement
- Jeunesse : Enseignement, jeunes en « rupture sociale », handicap
- Réforme de l'Etat
- Europe, mondialisation, relations extérieures
- Immigration
- Justice
- Ruralité
- Santé, politique familiale et vieillissement
- Sécurité intérieure

Une mondialisation éthique est une mondialisation où les citoyens orientent leur comportement dans le sens d'une plus grande responsabilité au bénéfice du bien commun.

A l'échelle de l'Etat, les citoyens représentent aussi bien les acteurs politiques que l'ensemble des habitants du pays.

Au niveau de l'entreprise, les citoyens correspondent aux quatre piliers chers à Manfred Mack : les clients, les actionnaires, les employés et les dirigeants.

Si certaines idéologies ont montré clairement leurs limites, d'autres méritent d'être enrichies d'une part d'éthique.

Quelques exemples semblent l'illustrer.

Nous avons remarqué des Etats qui ne se sentent pas concernés par l'avenir de la planète. Ce n'est plus acceptable. Il faut être responsable !

Nous avons vu des actionnaires ne penser qu'au profit financier, ignorant la responsabilité sociale, environnementale et même économique, si l'on se souvient de certains bilans « arrangés ». On ne peut pas condamner des employés, des régions, des pays, à la misère sous prétexte de rentabilité démesurée. Il faut être responsable !

Nous avons vu des syndicats fermer les yeux sur les activités toxiques de certaines entreprises au nom de l'emploi. Ce n'est plus possible. Il faut être responsable !

Nous avons senti des citoyens se soucier de la responsabilité sociale de leur entreprise et oublier l'importance de cette même responsabilité lorsqu'ils vont faire leurs courses. On ne peut pas faire grève pour avoir de meilleures conditions de vie et acheter sans sourciller des produits élaborés dans des conditions humainement dramatiques. Il faut être responsable !

Ces comportements sous tendus par des idéologies ne peuvent pas résister au temps. La rapidité de la disparition de l'une de ces idéologies, au niveau d'une grande puissance, est d'ailleurs évocatrice.

La vraie vie est beaucoup plus complexe que cela. Heureusement, des Etats prennent des mesures en faveur de la lutte contre le réchauffement de la planète. C'est cela l'avenir !

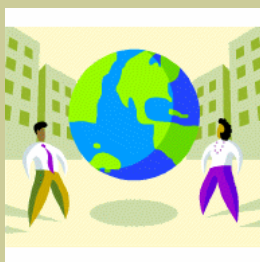
Heureusement, des fonds d'investissement éthique se développent de plus en plus et incitent des dirigeants à agir en faveur du développement durable, un développement qui prend appui sur trois piliers : la responsabilité sociale, environnementale et économique. C'est cela l'avenir !

Heureusement, lors de sondages, un très grand pourcentage de citoyens se déclare prêt à payer plus cher un produit réalisé dans des conditions responsables sur le plan économique, social et environnemental. Nous avons aussi vu des syndicats se rallier à cet engagement. C'est cela l'avenir !

Nous comprenons bien que l'avenir n'est plus à l'affrontement entre idéologies mais à l'avènement d'un système tirant son ardeur d'un comportement éthique du plus grand nombre possible de citoyens.

Cyril Cortina

Le développement durable a été défini, en 1987, par le rapport Gro Harlem Brundtland, de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, comme : « le développement qui permet de satisfaire les besoins actuels sans compromettre l'aptitude des générations futures à satisfaire leurs propres besoins ».



Le Global Compact est un groupement informel de multinationales, d'ONG et de syndicats, lancé en 2000 sous l'égide des Nations unies, visant à contribuer au développement de fondements sociaux et environnementaux à la mondialisation.

Dangers d'une économie mondiale incontrôlée

Une économie mondiale incontrôlée présente quatre types de dangers :

Sur le plan économique :

La situation économique internationale présente une grande fragilité.

Le capitalisme actuel est caractérisé par le libre échange et de manière plus spécifique par la libre circulation des capitaux au niveau mondial.

On peut se représenter le système financier mondial avec un centre, essentiellement constitué par les pays riches, et une périphérie comprenant les autres pays.

Pour se développer, ce système financier a besoin d'un transfert permanent de capitaux à la périphérie. Les moyens essentiels d'acheminement de ces capitaux sont constitués par les prêts extérieurs, ou par les investissements des entreprises multinationales. Le système financier mondial a tout intérêt à multiplier le nombre de pays où il est possible d'investir, de consentir des prêts ou d'implanter des entreprises multinationales.

La fragilité de ce système se manifeste à deux niveaux :

Au niveau périphérique, il suffit qu'un pays montre des signes de faiblesse ou qu'il suscite l'inquiétude pour que les pays voisins soient victimes, eux aussi, de manière quasi réflexe, de la fuite des capitaux. Cela est néfaste pour la périphérie et peut même s'avérer fatal pour l'économie de pays émergents.

En outre, des apports insuffisants à la périphérie empêchent les pays de cette zone d'accéder à une culture économique et à un développement, ce qui les conduit à puiser toujours davantage dans leurs richesses naturelles.

Au niveau central, l'excès brutal de capitaux, lié à l'onde de propagation de la crainte en périphérie, va très vite être à l'origine d'une « surchauffe » allant jusqu'à justifier le relèvement des taux d'escompte. Crainte d'autant plus facile à propager qu'il n'existe pas à la périphérie une véritable culture économique. Et si la détresse de la périphérie continue à s'intensifier, elle devient très vite dangereuse pour le centre, lequel sera tenté de ralentir ses importations pourtant nécessaires pour alimenter le flux inverse des capitaux. La crise du système financier mondial serait alors accompagnée d'une crise du libre échange.

Sur le plan politique :

La mondialisation de l'économie laisse aux politiques de chaque pays peu de leviers pour pallier les conséquences qu'elle entraîne pour leurs concitoyens, favorisant l'hostilité à la fois envers la mondialisation et envers les politiques en question. Or l'Histoire nous apprend que lorsque les citoyens n'acceptent plus l'impuissance des politiques de leur pays, ils sont tentés par les thèses de leaders extrémistes.

Sur le plan humain :

L'écart entre les plus aisés et les plus démunis est de plus en plus important, entraînant le risque de voir certains peuples souffrir et rester dans la misère -au risque même de disparaître- ou d'en pousser d'autres dans le terrorisme ou la barbarie.

Sur le plan environnemental :

La Société a pris conscience de l'impact croissant des activités humaines sur l'environnement. Il est désormais urgent de faire émerger des pratiques économiques respectueuses de l'écosystème mondial et compatible avec un développement durable, moteur d'une croissance mieux régulée.

Intérêts d'introduire un facteur de stabilité économique d'origine éthique

Si l'intervention des pouvoirs publics et des structures internationales constitue un facteur efficace de stabilité et de développement, il est indispensable de lui associer d'autres facteurs, notamment ceux nés des engagements éthiques.

Stabiliser l'économie mondiale...

Pour que le système financier mondial soit le plus stable possible, il faut que les pays de la périphérie accèdent à la logique économique et bénéficient d'une certaine stabilité financière. En acceptant d'acheter les matières premières à un prix plus élevé aux pays en voie de développement dès lors qu'ils s'engagent dans une démarche éthique, les grandes entreprises permettraient aux citoyens de ces pays démunis d'accéder à une logique économique. En outre, en acceptant de placer une partie de leurs fonds à long terme dans ces pays en voie de développement, les investisseurs éthiques assureraient une stabilité financière *a minima* à ces pays.



et ... être un facteur de Paix

Par ses vertus, l'éthique permettrait non seulement l'extension du développement, mais elle permettrait aussi de créer des liens transnationaux entre ceux qui s'engagent dans une telle démarche, et à terme, renforcerait la considération mutuelle entre les peuples. Il s'agit d'encourager le changement de mentalités et de permettre ainsi à chacun de prendre conscience que la considération mutuelle est le plus pur ciment d'un nouveau "vouloir vivre ensemble".

Cette considération réciproque est aussi un rempart à l'utilisation par des dirigeants peu scrupuleux d'un ressentiment à l'égard de minorités ou d'autres pays. En ce sens, l'éthique, parce qu'elle trouve sa force dans la mobilisation de ce qu'il y a de meilleur en l'Homme, apparaît bien en mesure de réduire les déséquilibres, les tensions, et donc de promouvoir la paix dans le monde.

Définir un comportement responsable sur le plan économique, social et environnemental

Sur le plan économique

Le recours, par l'entreprise, à un comportement responsable sur le plan économique, social et environnemental est source de participation, d'engagement et donc de cohésion sociale, chacun se sentant co-responsable de l'activité économique. Cette nouvelle compréhension mutuelle favorise la performance. Il est apparu en effet qu'une entreprise est d'autant plus performante qu'elle s'appuie de manière synergique sur quatre piliers que sont : les clients, les actionnaires, les employés et les dirigeants.

Par ailleurs, il apparaît aujourd'hui qu'il est devenu indispensable d'inclure la transparence financière dans la responsabilité économique.

D'une manière générale, il apparaît que les entreprises peuvent s'engager dans une démarche responsable et maintenir voire augmenter leurs bénéfices. Il convient ici de noter que la mobilisation des citoyens, en contribuant à en faire des clients responsables, serait l'occasion d'optimiser la rentabilité de telles entreprises.

Sur le plan social

La réussite et la pérennité des entreprises reposent en grande partie sur l'engagement et la motivation de leurs salariés. Une démarche responsable doit donc mettre l'accent sur **les conditions d'une meilleure relation des salariés à leur entreprise**, afin de favoriser une synergie de toutes les volontés.



Sur le plan de l'environnement

Là encore, de nombreuses entreprises ont montré qu'il était possible d'allier la responsabilité vis-à-vis de l'environnement et la performance économique. On peut distinguer trois principales pistes de réflexion destinées à responsabiliser nos pratiques économiques vis-à-vis de l'environnement : purification des rejets et réduction des nuisances, optimisation des moyens de prévention et meilleure gestion des matières premières et diminution des déchets.



La participation des citoyens comme moteur du changement

Promouvoir une nouvelle forme de changement au niveau mondial passe par l'engagement des citoyens. L'enthousiasme que procure l'adhésion à une cause juste et digne peut donner naissance à une énergie illimitée, et c'est de ce cela que le monde a besoin.

La participation des citoyens à la vie de la Cité a été à l'origine d'un « élan démocratique » exceptionnel dans l'Athènes ancienne. Pour la première fois, on se rendait compte de la force de la loi et on mettait en évidence l'ardeur inhérente à une véritable démocratie. **C'est de cet idéal dont nous devons nous inspirer.**

Aujourd'hui, les citoyens, qui ont besoin de donner du sens à leur vie, s'engagent de plus en plus partout où la nécessité s'en fait sentir. D'une manière générale, les qualités profondes de l'homme sont sous-utilisées. Nombreux sont ceux qui ne demandent qu'à participer. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la bonne volonté, l'enthousiasme et le courage que les catastrophes naturelles, écologiques ou liées à la violence humaine, sont capables de susciter.

Toutes ces actions sont menées sans qu'aucune loi n'y oblige qui que ce soit, simplement parce que certains se sont comportés en citoyens responsables de l'intérêt de leurs semblables, et notamment de celui des générations à venir.

On peut considérer qu'il existe quatre grands leviers qui permettent de peser sur le comportement des entreprises : les clients, les employés, les dirigeants et les actionnaires; mais au final, ils peuvent se réduire à un seul : l'engagement citoyen. **D'une manière générale, les citoyens sont appelés à jouer un rôle majeur dans l'évolution de notre monde vers un monde ... meilleur.**



Pour avoir le document dans sa version détaillée, allez sur notre site ou demandez la nous sous forme imprimée.

L'Elan Nouveau des Citoyens

30, rue des Petites Ecuries
75010 PARIS

Tel : 01 43 15 09 15
Fax : 01 56 08 13 36



<http://www.elandescitoyens.com>

Cultiver la responsabilité chez les citoyens

Diffuser des valeurs communes

La responsabilité ne sera en mesure de s'étendre que si elle est en adéquation avec des valeurs communes, universelles. D'abord, le respect de l'Homme : il est temps d'aller vers un modèle qui équilibre l'investissement technique et l'investissement humain. Ensuite, la morale privée doit pouvoir irriguer le monde des affaires.

Encourager la convergence des critères de responsabilité sociale, économique et environnementale

Actuellement, les critères qui font qu'une entreprise est considérée comme responsable sont nombreux et variés. De nombreuses agences et associations travaillent pour qu'en quelques années, ces critères parviennent à converger vers une charte commune. Leur démarche pourrait certainement être encouragée grâce aux remarques de citoyens désireux de s'investir sur ce sujet.

Aider à l'adaptation de ces critères aux entreprises des pays en voie développement

Certains de ces critères sont surtout adaptés aux entreprises des pays "riches"; en faire des conditions *sine qua non* reviendrait à interdire aux entreprises des pays en voie de développement l'accessibilité à la responsabilité sociale, économique et environnementale. En d'autres termes, raisonner dans l'absolu condamnerait les pays en voie de développement, et susciterait, chez eux, le rejet de toute notion de responsabilité, aggravant leur situation au lieu de contribuer à l'améliorer. Cet obstacle, lié aux différences de développement entre pays, peut être levé en passant de la mesure d'un niveau de responsabilité à la mesure des progrès réalisés témoignant d'un "engagement" responsable.

La force de cet engagement pourrait être appréciée par des agences de notations légitimes aux yeux de tous, qui mesureraient périodiquement les résultats en valeurs absolues afin de pouvoir juger du niveau de progrès accomplis.

Il ne s'agit toutefois, là, que d'une possibilité. Là encore, les solutions pourraient provenir du même mode de travail que celui mis en avant pour la recherche d'un référentiel de critères commun.

Favoriser la mobilisation en faveur de la responsabilité

Cette mobilisation pourra se faire grâce à différents vecteurs. D'une part, des personnalités exceptionnelles, considérées comme références morales, pourraient prêter un peu de leur notoriété au mouvement en faveur de la diffusion d'une culture de la responsabilité.

Un label, reconnu par des instances internationales pourrait matérialiser par un signe distinctif cette nouvelle conscience. Enfin, il serait possible d'organiser des actions symboliques fortes rassemblant un grand nombre de citoyens sur des projets internationaux, afin de faire prendre conscience de la force et du nombre des personnes engagées dans cette démarche. Un de ces évènements pourrait être une « journée mondiale pour la Responsabilité économique, sociale et environnementale ».

D'une mondialisation éthique à un développement durable

Lorsque l'on aborde la question de la responsabilité sociale, environnementale et économique, il vient immédiatement à l'esprit la notion de coût que cela représente.

Il convient toutefois de bien voir que le surcoût engendré par ces trois types de responsabilité est le plus souvent compensé par les gains inhérents à la plus forte cohésion sociale et la meilleure image de l'entreprise, pour les clients comme pour les employés.

En outre, s'il faut que les citoyens qui en ont les moyens fassent un effort financier pour encourager un tel mouvement, il est important de se souvenir qu'un pourcentage plus que significatif d'entre eux s'y déclare prêt. De plus, l'augmentation de la demande fera mécaniquement baisser les prix, réduisant ainsi le surcoût que chacun est amené à assumer.

Enfin, plus les citoyens orienteront leurs achats vers des produits élaborés dans des entreprises responsables sur le plan économique, social et environnemental, plus les investisseurs et les chefs d'entreprises responsables seront nombreux.

Si nous parvenons à unir toutes ces volontés civiques, la responsabilité sociale, environnementale et économique permettra de déboucher sur une mondialisation éthique, une mondialisation où le développement sera ... durable.